2^o Administration et finances des territoires d'outre-mer, droit forestier d'outre-mer;
 3^o Faunistique et taxidermie, cynégétique;
 4^o Pyrogénéation du bois, entretien et conduite des véhicules à gazogène;
 5^o Epidémiologie et prophylaxie des maladies tropicales.

ART. 3. — L'enseignement donné aux candidats aux emplois de contrôleur des eaux et forêts dans les territoires d'outre-mer porte sur les matières suivantes :

1^o Ecologie et géographie forestières tropicales, sylviculture générale et tropicale, botanique générale et forestière, exploitation et commerce des bois tropicaux, anatomie, détermination et technologie des bois tropicaux, agriculture tropicale;

2^o Réglementation forestière et administrative des territoires d'Outre-mer, rôle des contrôleurs des eaux et forêts et pratique de leur métier;

3^o Topographie;

4^o Cynégétique;

5^o Pyrogénéation du bois, entretien et conduite des véhicules à gazogène;

6^o Epidémiologie et prophylaxie des maladies tropicales.

ART. 4. — Les cours pourront être complétés par des séances de travaux pratiques, des démonstrations ou des visites d'établissements industriels et commerciaux.

ART. 5. — Les cours et travaux pratiques sont confiés à des personnalités compétentes nommées par le ministre de la France d'Outre-mer, sur proposition du directeur de l'enseignement forestier tropical.

ART. 6. — Les élèves subissent, au cours et à la fin des cycles d'enseignement, des examens et des épreuves pratiques. Le classement des élèves, à l'issue d'un cycle d'enseignement est établi d'après les notes obtenues à ces examens et épreuves. Les auditeurs libres admis à suivre les cycles d'enseignement ne font l'objet d'aucun classement, mais peuvent obtenir un certificat de scolarité comportant éventuellement le relevé des notes obtenues.

ART. 7. — L'Assemblée des professeurs, que préside le chef du service central des forêts au ministère de la France d'Outre-mer assisté du directeur général du centre technique forestier tropical, est consulté avant l'ouverture de chaque cycle d'enseignement, sur les programmes et sur les détails d'organisation des enseignements.

Elle établit le tableau des coefficients attribués aux examens qui est soumis à l'approbation du ministre de la France d'Outre-mer.

ART. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 1950.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Raymond MONSUEZ.

Travaux Publics

ARRETE N° 1057-50/Cab. du 28 décembre 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
 OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 1873 du 15 juillet 1944 réglant l'organisation générale et le statut du personnel des services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles relevant du ministère des colonies, validé, modifié et complété par le décret n° 45-1543 du 11 juillet 1945, promulgué au Togo le 20 novembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 50-1560 du 15 décembre 1950 portant modification du décret du 15 juillet 1944 réglant l'organisation générale et le statut du personnel des services des travaux publics, des mines et des techniques industrielles relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1950.

Y. DIGO.

DECRET N° 50-1560 du 15 décembre 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 1875 du 15 juillet 1944 réglant l'organisation et le statut du personnel des travaux publics, des mines et des techniques industrielles relevant du ministère de la France d'outre-mer, modifié et complété par le décret n° 45-1543 du 11 juillet 1945;

Vu la loi du 11 mai 1946 fixant la date légale de la cessation des hostilités;

Vu le décret du 24 juillet 1950 fixant les attributions de M. Coffin, secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions transitoires prévues à l'article 43 du décret du 15 juillet 1944 tel qu'il a été complété par le décret n° 45-1543 du 11 juillet 1945 visant la nomination à titre temporaire d'ingénieurs principaux de 4^e classe et d'ingénieurs adjoints de 4^e classe, cesseront d'avoir effet à compter du 1^{er} juillet 1950, en ce qui concerne ceux de ces recrutements effectués au titre de l'Indochine.